

TD4

I

- **Consentement libre et éclairé** : Le consentement de Vincent semble avoir été obtenu sous la contrainte et l'intimidation, ce qui pourrait invalider le contrat.
- **Objet du contrat** : Le don d'un organe, tel qu'un rein, est strictement encadré par la loi et ne peut être utilisé comme moyen de paiement ou de compensation dans un contrat privé. En France, le don d'organes est régi par des règles éthiques et légales très strictes.
- **Cause licite** : La cause du contrat doit être licite. Dans ce cas, l'échange d'un rein contre la réparation d'un drone brisé n'est pas une cause licite et pourrait être considéré comme contraire à l'ordre public.

II

1. Qualification des faits

Ilane, âgé de 17 ans, achète un scooter pour 4 000 € malgré l'opposition de ses parents. Après avoir économisé son argent d'anniversaire et les revenus de ses petits boulots, il réalise l'achat auprès d'un vendeur. Ses parents, ne souhaitant pas qu'il possède un scooter, cherchant à annuler le contrat.

2. Règles juridiques applicables

- **Article 1146 du Code civil : Incapacité de contracter**
Cet article stipule que les mineurs non émancipés sont incapables de contracter. Cela signifie que les mineurs ne peuvent pas légalement s'engager dans des contrats sans l'intervention de leurs représentants légaux (en général, leurs parents) sauf exceptions prévues par la loi.
- **Article 1148 du Code civil : Actes courants autorisés**
Cet article prévoit une exception à la règle générale de l'incapacité des mineurs. Il précise que les mineurs peuvent accomplir seuls les actes courants autorisés par la loi ou l'usage, à condition que ces actes soient conclus à des conditions normales.

3. Argumentation juridique du vendeur

- **Bonne foi** : Il a agi de bonne foi en vendant le scooter à Ilane, sans se douter que ses parents s'opposaient à l'achat, sachant qu'il a le permis.

- **Acte courant** : Le vendeur pourrait également argumenter que, bien que la somme soit élevée, l'achat d'un scooter pourrait être considéré comme un acte courant pour un jeune de presque 18 ans.

4. Argumentation juridique des parents d'Ilane

- **Incapacité juridique** : Selon l'article 1146, Ilane, étant mineur non émancipé, est incapable de contracter pour un achat de cette ampleur sans leur consentement.
- **Opposition parentale** : L'opposition explicite des parents à cet achat renforce leur argument que le contrat ne devrait pas être valide sans leur consentement.

5. Solution probable

En tenant compte des articles 1146 et 1148 du Code civil, il est probable que le contrat d'achat du scooter soit annulé. L'argument de l'incapacité juridique d'Ilane et le fait que l'achat dépasse les actes courants pour un mineur vont en faveur de l'annulation du contrat. Les parents d'Ilane ont donc de bonnes chances d'obtenir l'annulation de l'achat et le remboursement de la somme payée.

III

1) Faits

Parties :

- Angel : consommateur
- pentathlon.fr : professionnel

Relation : contrat de consommation

Angel, un consommateur ayant récemment passé une commande en ligne sur le site pentathlon.fr, a acheté des articles de sport pour un montant total de 147€. Bien que le colis ait été livré il y a quatre semaines, Angel ne l'a pas ouvert et souhaite maintenant exercer son droit de rétractation pour obtenir un remboursement. Lorsqu'il contacte le site, pentathlon.fr refuse sa demande de rétractation.

2) Argumentation juridique qu'Angel peut utiliser pour obtenir le remboursement des articles

Angel peut invoquer les dispositions de l'article L.221-18 du Code de la consommation :

- **Droit de rétractation** : Selon cet article, le consommateur dispose de 14 jours pour exercer son droit de rétractation sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux prévus par la loi.
- **Début du délai de rétractation** : Le délai de rétractation court à partir de la réception du bien par le consommateur. Dans ce cas, Angel a reçu le colis il y a quatre semaines, ce qui dépasse le délai légal de 14 jours.
- **Justification** : Angel peut expliquer qu'il n'était pas informé de ses droits ou que la politique de rétractation n'était pas clairement mentionnée sur le site pentathlon.fr. Il peut aussi évoquer un retard potentiel dans la livraison ou d'autres circonstances exceptionnelles qui auraient pu l'empêcher d'exercer son droit dans les délais impartis.

3) Argumentation juridique que pentathlon.fr peut lui opposer

Le site pentathlon.fr peut répondre en s'appuyant sur les mêmes dispositions légales pour justifier son refus de remboursement :

- **Respect du délai légal** : Le délai de rétractation de 14 jours est clairement stipulé par la loi et doit être respecté par le consommateur. Angel ayant attendu quatre semaines avant de demander un remboursement, le site est en droit de refuser sa demande.
- **Clause de rétractation** : Pentathlon.fr peut montrer qu'il a clairement indiqué les conditions de rétractation sur son site, et que ces informations étaient facilement accessibles et compréhensibles pour Angel.

Conclusion

En résumé, bien que Angel dispose normalement d'un droit de rétractation, son délai de 14 jours étant expiré, il lui sera difficile d'obtenir un remboursement. Pentathlon.fr semble être en droit de refuser sa demande en se basant sur les dispositions légales et les conditions de vente clairement énoncées sur leur site.